

Les Burundais votent en nombre pour leurs conseillers municipaux

Arrib News, 24/05/2010 à 14h00 Source AFP Les Burundais votaient en nombre et dans le calme lundi pour élire leurs conseillers municipaux, première étape d'un marathon électoral crucial pour la paix dans ce pays ravagé par 13 ans de guerre civile. Prévus vendredi, repoussés à la dernière minute à dimanche, puis lundi en raison de difficultés logistiques, le scrutin a démarré à l'heure, à 06H00 (04H00 GMT) dans la plupart des 7.000 bureaux de vote de ce pays de 8,5 millions d'habitants, dont 85% sont hutu.

Quinze médias burundais publics et privés ayant mis leurs moyens en commun pour couvrir les élections sur l'ensemble du territoire ont fait état d'une affluence massive aux premières heures de la matinée. "Il est encore très tôt pour donner une appréciation globale mais d'après les informations qui remontent du terrain, le démarrage du vote a été très bon. On a commencé à l'heure dans tout le pays, à quelques exceptions près", a déclaré le président de la commission électorale (Ceni) Pierre Claver Ndayicariye, peu après l'ouverture des bureaux. "Nous n'avons aucun problème. En fait, ces trois jours supplémentaires nous ont permis de bien nous préparer et de travailler sans pression", a estimé Fidélité Bayizere, la présidente du bureau de vote de Kibenga, au sud de Bujumbura. "Il y a eu des rumeurs comme quoi la sécurité pouvait être perturbée à la mi-journée avec des lanceurs de grenade. J'ai donc préféré venir plus tôt, au rapport Steve, un 19 ans. Les 3,5 millions d'électeurs doivent désigner près de 2.000 conseillers dans les 129 communes du pays. Pour limiter tout risque de pression extérieure, les électeurs sont invités à placer le bulletin de leur choix dans une urne blanche et jeter les bulletins non utilisés dans une seconde urne, noire. Ce scrutin, sécurisé par l'armée et la police, donne le coup d'envoi d'un marathon électoral de plusieurs mois -- crucial pour la consolidation de la paix dans ce pays meurtri par 13 années de guerre civile (1993-2006) -- avec notamment l'élection présidentielle le 28 juin et des législatives le 23 juillet. La campagne s'est achevée le 18 mai après deux semaines d'intenses activités partisans, marquées par des affrontements entre groupes de jeunes et des accusations d'assassinats ciblés entre partis. "La perspective d'une bataille électorale entre groupes politiques rivaux cherchant à gagner le soutien des électeurs hutu pourrait miner l'expérience démocratique burundaise et pousser certains ex-combattants à se battre de nouveau, annulant ainsi les acquis récents du processus de paix", mettait en garde récemment le centre de réflexion International Crisis Group. L'Union européenne a déployé sur place la principale mission d'observation électorale, composée de quelque 110 personnes. Le Burundi a basculé dans une guerre civile particulièrement brutale (300.000 morts) en 1993, après l'assassinat par l'armée, alors dominée par la minorité tutsi, du premier président démocratiquement élu, le hutu Melchior Ndadaye. La signature d'un accord de paix en 2000 a permis l'élection en 2005 de l'actuel chef de l'Etat par l'Assemblée nationale et le Sénat.